

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 17/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références :
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2022 dans l'établissement STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Steiner est spécialisée dans la synthèse et la formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière.

C'est un site Seveso Seuil Haut au vu des quantités de matières dangereuses qui y sont stockées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité des stockages de liquides inflammables et combustibles du site, en particulier dans l'"Aire extérieure en-cours" et dans le "hangar liquides inflammables"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Détection au niveau des stockages extérieurs de LI	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.G	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Détection dans les bâtiments contenant des LI	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-C	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Défense incendie des stockages de liquides inflammables	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Rétentions des récipients mobiles de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
6	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.6.10.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Conformité à l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Etude de mise en conformité	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Aménagement des stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.III	/	Sans objet
9	Eloignement des limites de propriété des stockages LI	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 5.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une précédente inspection sur site réalisée en novembre 2021, des éléments avaient été réclamés à la société Steiner pour améliorer la sécurité de ses stockages de liquides inflammables et combustibles, que ce soit en terme de détection, de rétentions, et de défense incendie. L'exploitant n'a pas fourni les informations nécessaires, en particulier concernant la défense incendie. En effet, par courrier de juin 2017, le régime d'Autonomie a été défini pour le site, à savoir la nécessité de disposer d'une stratégie de défense incendie de ses stockages de liquides inflammables n'ayant pas recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours. La stratégie élaborée par la sté Steiner repose certes sur des moyens fixes installés sur les réservoirs aériens, mais également sur des moyens mobiles pour les stockages en récipients mobiles, nécessitant du personnel pour les manipuler. Or, lorsque le site est à l'arrêt, la nuit, le week-end, les jours fériés... l'autonomie n'est pas assurée. Il est nécessaire que l'exploitant adapte sa stratégie dans les meilleurs délais, soit en installant de nouveaux moyens de défense incendie fixes, soit en fournissant un dossier de demande de Non Autonomie actualisé et argumenté, qui serait instruit avec le SDIS et acté si les moyens opérationnels sollicités pour faire face à des feux de surfaces bien délimitées correspondent au Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR), et notamment au

règlement opérationnel départemental (RO).

D'ailleurs, lors de cette inspection, un test grandeur nature de mise en oeuvre de moyens mobiles simulant un incendie au niveau de l'"Aire extérieure en cours" de récipients mobiles de liquides inflammables a mis en évidence que la nappe générée s'étendrait sur une surface bien plus importante que celle de 112 m² que l'exploitant a retenue dans son étude de dangers (révision de mars 2020) comme hypothèse pour modéliser les zones d'effets thermiques générées. La situation est similaire au niveau du "hangar inflammables". Cela nécessiterait alors des moyens de défense incendie plus conséquents. L'exploitant doit donc mettre en oeuvre des mesures au niveau de ses stockages de récipients mobiles de liquides inflammables visant la limitation des surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite, et le respect des hypothèses de son étude de dangers, comme imposés par arrêté préfectoral du 22/12/2010 encadrant les activités de son site.

En outre, par arrêté préfectoral du 14/04/21, il a été demandé à la société Steiner de disposer d'une part d'un inventaire des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement précis et vulgarisable auprès de la population en cas d'incendie par exemple, et d'autre part de remettre un bilan de conformité par rapport aux évolutions réglementaires actées suite à l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019. L'inventaire présenté est incomplet, le bilan de conformité n'a pas été réalisé.

Aussi, l'inspection propose de rappeler ces prescriptions à l'exploitant. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est en pièce jointe. D'autres éléments, portant notamment sur des systèmes de détection incendie, font l'objet de demandes de l'inspection dans le corps du rapport. Ce sont des obligations réglementaires de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié suite à l'incendie de septembre 2019, imposées aux installations existantes dans des délais définis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 6 mois à partir de la notification du présent arrêté, l'article 71.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1-B1-10-751 du 22 décembre 2010 est remplacé par les dispositions suivantes : «Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte .</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des substances, mélanges, produits, matières ou déchets permettant de connaître par zone d'activité ou de stockage (bâtiments, réservoirs, aire de stockage, appareils ou équipements) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature et l'état physique desdites substances, mélanges, produits, matières ou déchets, • pour les matières dangereuses : les familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées), • pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses : les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement, • leur mode de conditionnement (fût métallique, bidons, IBC,...). <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne (P.O.I.).</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier que les quantités de produits présentes respectent les quantités maximales autorisées dans l'établissement, • vérifier que leur répartition reste conforme aux dispositions de l'étude de dangers, • servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel, • Répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Par ailleurs, l'inventaire des stocks doit permettre de connaître en temps réel le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que mentionné à l'article R.511-11 du Code de l'environnement (classement SEVESO).

L'exploitant procède, tous les 4 ans, au recensement des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement (recensement Seveso).

Constats :

La société STEINER dispose d'un inventaire des matières dangereuses stockées sur son site dans les différentes zones. Selon les éléments présentés en inspection, le bilan dressé la veille au soir de l'inspection faisait état de quantité de liquides inflammables classés sous les rubriques ICPE 4331 et 4734, en deçà des quantités maximales de liquides inflammables actées pour ce site dans l'arrêté préfectoral du 14 avril 2021 encadrant ses activités (régime Enregistrement sous la rubrique 4331, régime Déclaration avec Contrôle sous la rubrique 4734).

L'inventaire présenté, dressé par zones de stockage, indique les mentions de danger des différents produits, mais il ne permet pas encore de répondre à toutes les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/04/21. Notamment, il ne présente pas les grandes familles de produits ; il n'inclut pas de format synthétique permettant une information vulgarisée auprès de la population en cas d'incendie.

Avec le changement de son système ERP, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection de novembre 2021 qu'il compte améliorer son inventaire de matières dangereuses, de manière à avoir, pour chaque zone de stockage, le détail de ses matières dangereuses par rubriques ICPE, par mentions de danger, avec des informations qui peuvent être vulgarisées auprès de la population... Ces améliorations prévues pour la fin du 1er semestre 2022, ne sont pas opérationnelles.

L'état des matières stockées doit être accessible à tout moment, y compris en cas d'accident, de perte d'utilité... L'exploitant a prévu d'améliorer l'alimentation électrique de son site.

L'exploitant indique disposer d'une organisation lui permettant d'avoir les fiches de données de sécurité de tous les produits stockés sur site.

=> Ecart réglementaire : L'inspection propose de rappeler à l'exploitant, par arrêté préfectoral de mise en demeure, ses obligations quant à la nécessité de disposer d'un état des matières stockées fiable, précis, vulgarisable, accessible à tout moment depuis l'extérieur du site, utilisable par les services de secours et la préfecture en cas d'incendie sur le site pour prendre les meilleurs décisions dans la gestion de crise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Détection au niveau des stockages extérieurs de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.G
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs en récipients mobiles sont équipés d'un système de détection incendie. Ce dispositif est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones de stockage concernées. Le dispositif est distinct d'autres dispositifs de surveillance (telles que les surveillances anti-intrusion) et transmet une alerte dans les conditions prévues au point II-F de l'article 23 de l'AM 1er juin 2015. applicable au 1er janv 2027
Constats : Le dispositif de détection installé sur le site a été présenté par l'exploitant. Il est détaillé en annexe confidentielle. => Pour que ce système de détection puisse répondre aux prescriptions imposées par l'AM 1er juin 2015 aux installations existantes pour le 1er janvier 2027, il faut que plusieurs conditions détaillées en annexe confidentielle soient respectées. L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur chacune de ces conditions sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois

N° 3 : Détection dans les bâtiments contenant des LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-C
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 m sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment.</p> <p>applicable au 1er janv 2027</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de détection installé sur le site a été présenté par l'exploitant. Il est détaillé en annexe confidentielle.</p> <p>=> Pour que ce système de détection puisse répondre aux prescriptions imposées par l'AM 1er juin 2015 aux installations existantes pour le 1er janvier 2027, il faut que plusieurs conditions détaillées en annexe confidentielle soient respectées.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur chacune de ces conditions sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois

N° 4 : Défense incendie des stockages de liquides inflammables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses stockages de liquides inflammables notamment et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; • feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; • feu d'équipements annexes aux stockages visés dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, sortent des limites du site ; • feu de récipients mobiles de liquides inflammables, ainsi que de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles, en stockage extérieur ; • feu de récipients mobiles de liquides inflammables, ainsi que de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles, en stockage couvert ; • feu d'engins de transport. <p>Dans ce cadre, la société STEINER remet à l'inspection des installations classées, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dimensionnement réactualisée des besoins en eau et en émulseur pour la défense contre l'incendie de son site.</p> <p>Constats :</p> <p>La stratégie de défense incendie du site Steiner est détaillée en annexe confidentielle, ainsi que les résultats du test grandeur réelle de mise en oeuvre de moyens de défense incendie mené le jour de l'inspection.</p> <p>Des non conformités sont détectées, aussi l'inspection propose de rappeler à l'exploitant ses obligations en matière de défense incendie. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est en pièce jointe.</p> <p>***** En partie confidentielle*****</p> <p>En application de l'article 1-III-A de l'AM du 1er juin 2015, la société STEINER a choisi de respecter, en matière de défense incendie, les prescriptions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Conformément au courrier signé par la DREAL le 20/06/2017, le site de la société STEINER doit être Autonome au regard de l'article 43 de l'AM 03/10/10, c'est-à-dire doit disposer d'une stratégie de défense incendie de ses stockages de liquides inflammables sans avoir recours aux moyens du SDIS.</p> <p>Or, les réservoirs aériens de liquides inflammables du site sont équipés de couronnes dopées en mousse reliées à une détection incendie. Les stockages en récipients mobiles, dans le hangar « inflammables » et dans l'"Aire extérieure en-cours", ne sont associés à aucun moyen fixe de défense incendie ; l'exploitant indique que ce sont des moyens mobiles qui seraient alors utilisés,</p>

mis en œuvre par 14 équipiers de seconde intervention pendant les périodes de production. Quand le site est à l'arrêt, la nuit (de 20h à 6h) – le week-end - les jours fériés..., l'intervention du SDIS est sollicitée.

=> Position de l'inspection : Cela n'est pas conforme au régime d'Autonomie prévu. Pour lever cet écart réglementaire, l'exploitant peut installer des moyens de défense incendie fixes sur ses stockages de liquides inflammables et combustibles, permettant en tous temps (que le site soit en fonctionnement ou à l'arrêt), de disposer d'une stratégie de défense incendie ne prévoyant pas l'intervention du SDIS.

Une autre possibilité serait de constituer et déposer un dossier argumenté auprès du préfet et du SDIS 27 sollicitant un régime de Non Autonomie, dossier qui sera instruit par l'inspection des installations classées en parfaite coordination avec le SDIS pour déterminer s'il est possible ou non d'acter un régime de Non Autonomie pour le site Steiner selon les risques présentés par ses stockages de liquides inflammables et combustibles. Cela dépendra des moyens tant matériels que humains qui seraient sollicités auprès du SDIS en cas d'incendie, ce qui dépendra grandement des surfaces maximales susceptibles d'être en feu.

Pour ce faire, le dossier doit être complet, c'est-à-dire préciser pour chacun des scénarii listés à l'article 16 de l'APC 14/04/2021, les surfaces susceptibles d'être en feu (en précisant les moyens mis en œuvre pour canaliser la nappe), les quantités de solution moussante, donc d'eau et d'émulseur, nécessaires pour assurer l'extinction et le refroidissement des installations voisines, ainsi que les moyens techniques d'application et les moyens humains utiles. Les moyens qui seraient sollicités au SDIS en cas d'incendie de chacun de ces stockages sont à préciser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9mois

N° 5 : Rétentions des récipients mobiles de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir - 50% de la capacité des réservoirs associés <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l <p>A cet effet, un bassin de rétention des eaux polluées et souillées d'un volume de 500 m³ doit être en place sur le site. Une procédure de dérivation des eaux polluées ou souillées vers ce bassin de rétention doit être établie par l'exploitant. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette capacité de rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à distance. Ils sont correctement signalés.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. (...)</p> <p>Constats :</p> <p>L'"Aire extérieure en cours" contenant des récipients mobiles de liquides inflammables est, selon l'exploitant, reliée à une rétention déportée constituée par le bassin de confinement du site de 500 m³. Or, le test grandeur nature simulant un incendie sur ces stockages mené lors de l'inspection du 22/12/22 a mis en évidence la nécessité de canaliser la nappe qui pourrait être générée en cas d'incendie, et qui s'écoulerait bien au-delà des limites de cette zone (cf photos en pièce jointe).</p> <p>Le "hangar inflammables" contenant des récipients mobiles de liquides inflammables est, selon l'exploitant, aussi reliée à une rétention déportée constituée par le bassin de confinement du site de 500 m³.</p> <p>En cas d'épandage de nappe de liquide inflammable depuis ce "hangar inflammables", la situation semble être analogue à ce qui a été constaté au niveau de l'"aire extérieure en-cours". Il y a donc nécessité de canaliser cette nappe.</p>

<p>Contrairement aux prescriptions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 22/12/2010, les capacités de rétention ne sont pas construites suivant les règles de l'art, car elles ne permettent pas de limiter les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite, et donc les surfaces susceptibles d'être en feu, ce qui favoriserait la propagation d'un incendie.</p> <p>=> L'inspection propose de rappeler à l'exploitant, via le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint, la nécessité de mettre en oeuvre des mesures au niveau des zones de stockage de récipients mobiles de liquides inflammables visant la limitation des surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9mois

N° 6 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.6.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement et bassin d'orage</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le test grandeur nature simulant un incendie sur les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de l'"aire extérieure en-cours" mené lors de l'inspection du 22/12/22 a mis en évidence la nécessité de canaliser la nappe qui pourrait être générée en cas d'incendie. Cela a prouvé l'inefficacité du dispositif actuel de confinement du site qui ne permet pas de limiter la surface en feu en cas de nappe générée par les récipients mobiles de liquides inflammables, et d'éviter la propagation aux installations voisines.</p> <p>=> L'inspection propose de rappeler à l'exploitant, via le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint, la nécessité de disposer de dispositifs de confinement qui soient efficaces, et permettent de limiter les surfaces susceptibles d'être en feu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9mois

N° 7 : Conformité à l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformité au dossier de demande d'autorisation Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Selon la dernière révision d'étude de dangers du site, datée de mars 2020, les hypothèses prises en compte pour modéliser les zones d'effets thermiques générées en cas d'incendie sur l'"aire extérieure en-cours" ne correspondent pas à la nappe qui serait réellement générée, au regard de ce qui a été constaté lors du test grandeur nature mené lors de l'inspection du 22/12/2022. Les zones d'effets thermiques seraient donc plus importantes. La situation est similaire au niveau du "hangar inflammables", au niveau duquel les hypothèses retenues dans l'étude de dangers ne correspondraient pas à la zone réellement recouverte par une nappe de liquide enflammée en cas de fuite. => L'inspection propose donc de rappeler à l'exploitant, via le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint, la nécessité d'aménager et d'exploiter ses installations, notamment ses stockages de récipients mobiles de liquides inflammables, conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9mois

N° 8 : Aménagement des stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.III
Thème(s) : Risques accidentels, Eloignement des stockages de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aménagements des stockages extérieurs :</p> <p>Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m² ; - la hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol ; - la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions suivantes : <p>Surface maximale susceptible d'être en feu jusqu'à 500 m² -> Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis de tout autre îlot, rétention extérieure associée à des réservoirs, tout autre activité ou bâtiment, stockage contenant un liquide ou solide liquéfiable combustible ou tout autre stockage susceptible de favoriser la naissance d'un incendie 10 m</p> <p>Ces distances peuvent être réduites si les effets dominos (seuil des effets thermiques de 8 kW/ m²) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, du stockage vers tout autre îlot de stockage ou activité et de tout autre îlot de stockage ou autre activité vers le stockage. La mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos permet de répondre à cette exigence. Cette distance est déterminée par la méthode de calcul FLUMILOG, référencée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14533A. Les éléments de justification, et le cas échéant, de démonstration du respect des règles en vigueur concernant le mur coupe-feu, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions ne sont pas applicables aux stockages extérieurs contenant 2 mètres cube ou moins de liquides inflammables et de liquides ou solides liquéfiables combustibles distant de plus de 10 mètres des autres stockages, ou en armoire de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Informations confidentielles</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eloignement des limites de propriété des stockages LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 5.I
Thème(s) : Risques accidentels, Eloignement des stockages de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Les installations relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sont implantées à une distance minimale des limites du site : - C : calculée pour les liquides susceptibles d'être présents dans un bâtiment, de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport à la quantité susceptible d'être présente. Ce calcul se fait suivant la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A). Cette distance est au moins égale à 1,5 fois la hauteur du bâtiment, sans être inférieure à 20 mètres. Cette distance minimale de 20 mètres n'est toutefois pas applicable lorsque le dernier alinéa du II de l'article 13 est respecté. - D : de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure associée à un stockage extérieur contenant au moins un liquide inflammable en récipients mobiles respecte les distances minimales suivantes vis à vis des limites de propriété, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie. Surface maximale susceptible d'être en feu en application des dispositions du point III de l'article 11.3 jusqu'à 500 m ² -> Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis des limites de propriété 15 m
Constats : Informations confidentielles
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STEINER remet à l'inspection des installations classées, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude précisant les travaux nécessaires pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions des arrêtés ministériels précités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511, • l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploité au sein d'une installation classée soumise à autorisation. <p>Cette étude précise pour chaque zone de stockage de liquides inflammables ou combustibles les systèmes de détection incendie, les rétentions ainsi que les modes d'extinction associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 22/10/21, le site a précisé que les AM 03/10/10 modifié et AM 24/09/20 ne sont pas applicables au site compte tenu des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de rubriques autorisées 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748 ou pour le pétrole brut au titre de 4510 ou 4511 • quantités de substances ou mélanges dangereux H224, H225, H226, HP3 bien inférieures à 1000t et quantité maximum susceptible d'être présente de 75 t en contenants fusibles <p>Par contre, le site est soumis à Enregistrement pour ses stockages de liquides inflammables sous la rubrique ICPE 4331.</p> <p>=> Demande de l'inspection, déjà formulée suite à la visite sur site du 21/10/21 : La société STEINER doit étudier les travaux nécessaires pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, modifié en septembre 2021 pour intégrer le retour d'expériences suite à l'incendie survenu à Rouen le 26 septembre 2019.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois